

Max Schiavon

WEYGAND

L'intransigeant

Préface de François Cochet

Tallandier

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2018

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-1449-7

Préface

Peut-on réduire la vie et la carrière d'un homme à certaines de ses attitudes d'un moment donné ? Il en va ainsi pour le fidèle des fidèles de Ferdinand Foch, le général Maxime Weygand, dont les ennemis soulignent souvent le rôle néfaste en juin 1940.

Le travail de Max Schiavon vient tenter de remettre les pendules à l'heure. Depuis le temps où Max Schiavon fut mon doctorant à l'université de Metz, il s'est taillé une vraie spécialité dans le registre de la biographie d'un certain nombre de généraux de la Grande Guerre et de la Deuxième Guerre mondiale. Il a su attirer à lui de riches fonds d'archives privées. Ce fut le cas avec les généraux Georges, Vauthier et Corap. C'est à nouveau le cas avec Maxime Weygand.

La biographie de Weygand présentée ici est extrêmement intéressante. La personnalité de Weygand est fort riche, fort dense et fort complexe. La question de ses origines, né de père et de mère inconnus, a longtemps été débattue. Ne s'agit-il pas là d'une question assez anecdotique cependant ? Si Max Schiavon avance quelques pistes de réflexion, il est bien évident que l'essentiel est ailleurs. Fils illégitime de parents célèbres ou pour le moins notables, il doit souffrir toute sa vie de l'ignorance de ses origines, même si les soucis matériels lui sont globalement épargnés durant son enfance, preuve de hautes protections. Admis à titre étranger à l'École spéciale militaire dans la promotion « De l'Annam » (1885-1887) sous le nom de Maxime de Nimal, il n'a de cesse de devenir français sous celui de Maxime Weygand, patronyme incontestablement « d'arrangement ».

Dès les débuts de sa carrière militaire, Maxime Weygand se singularise par son non-conformisme. Brillamment noté, dès Saint-Cyr et à l'École de cavalerie de Saumur, il se refuse à présenter l'École supérieure de guerre, se privant ainsi – théoriquement – de l'accès aux grades sommitaux de l'armée française. Il est pourtant précocement repéré par Joffre et passe par le Centre des hautes études militaires (CHEM), créé en 1911. Ce parcours assez atypique met bien en valeur les procédures qui sont alors en place pour identifier les élites au sein de l'institution militaire des premières années du ^{xx}^e siècle et qui montrent que l'exception peut venir confirmer la règle. En 1914, repéré aussi par Ferdinand Foch, Maxime Weygand se retrouve, lui simple lieutenant-colonel non breveté, à la tête d'un état-major d'armée. Cette carrière est admirable et non conventionnelle, à coup sûr, dès avant la Première Guerre mondiale.

Max Schiavon montre remarquablement bien l'action de Maxime Weygand durant la Grande Guerre. On en savait l'essentiel déjà, mais Schiavon éclaire singulièrement le propos. Maxime Weygand est incontestablement le décrypteur et l'ordonnateur de la pensée de Ferdinand Foch. Weygand comprend à demi-mot les phrases de Foch, souvent elliptiques, et sait les exprimer en ordres concrets, précis, ne souffrant pas la moindre remarque. Doté d'une capacité de travail exceptionnelle, la carrière du colonel puis général Weygand profite incontestablement de sa proximité avec Foch durant la guerre. Mais il sait ne pas prendre un seul jour de permission au cours de celle-ci et, au rebours d'une image d'Épinal singulièrement présente dans les médias actuels, il est un de ces généraux qui s'émeuvent de la mort de leurs soldats. Avec Foch, Weygand constitue mieux qu'une équipe, un véritable binôme : l'un conçoit, l'autre transforme en planification et en ordres. À ce titre, au même rang, d'abord discret, puis de moins en moins en fonction des promotions d'un Edmond Buat, Maxime Weygand représente incontestablement un des vrais organisateurs de la victoire de 1918, bien plus, sans doute, que des généraux plus connus que lui. Il sait « faire son travail sans en parler », comme le déclare Clemenceau, pourtant peu amène à son égard. Le paradoxe est patent : lui qui n'a pas fait l'École supérieure de guerre opère la plupart de ses commandements

en état-major. Sa fidélité à Foch le conduit à reprendre l'ancien appartement de ce dernier à Paris et à acheter un manoir près de Morlaix, tout près de celui de son ancien chef. Lorsque Maxime Weygand entre à l'Académie française, la veuve de Foch fait retailer l'habit d'académicien de son mari pour Weygand. La fascination réciproque que les deux hommes exercent l'un sur l'autre est complète, et le binôme fonctionne visiblement de manière fusionnelle.

Pourquoi Maxime Weygand inspire-t-il autant de méfiance à la gauche française ? Ses prétendues origines royales belges ou habsbourgeoises y concourent-elles ? Le jeune parti communiste le traite précocement de « fasciste », dans la mesure où il a aidé à repousser l'Armée rouge en Pologne, et la *Pravda* moscovite le désigne comme « l'ennemi juré de l'URSS ». La gauche non communiste française voit en lui un opposant à la République, lui qui a permis au régime républicain de gagner la guerre. Paul Painlevé et le cartel des gauches ne tiennent pas Maxime Weygand en haute estime, ses convictions religieuses étant bien trop ancrées, au même titre que celles de Foch, une fois de plus. Max Schiavon montre que les différents courants politiques français de l'entre-deux-guerres poussent tel ou tel grands chefs pour représenter leurs intérêts. La rivalité Gamelin-Weygand s'inscrit dans une lutte entre le parti radical de Daladier et des hommes politiques plus modérés, comme Maginot, qui soutiennent Weygand. Se présentant comme « l'homme d'aucun parti », Weygand a surtout une immense foi dans l'armée française comme « institution pure et ordonnée » et sait aussi regarder loin devant. Au début des années 1930, il veut créer non seulement des divisions d'infanterie motorisées, mais plus encore de grandes unités mécanisées et blindées.

La personnalité de Weygand est aussi tranchante, parfois casante. Très susceptible, il se sait talentueux. Il ne supporte pas ce qu'il considère comme des impertinences de la part de de Gaulle en juin 1940.

Lui qui aurait envisagé de se retirer dans les ordres, en 1919, s'il n'avait pas été marié, estimant avoir accompli sa tâche, pourquoi a-t-il accepté d'assurer le commandement suprême après l'échec patent de son rival Gamelin, à la fin de mai 1940 ? Max Schiavon avance plusieurs explications qui, combinées, font sens. Le patriotisme profond

de l'homme qui n'acquiert que tardivement la nationalité française compte pour beaucoup indubitablement. Souhaite-t-il réitérer la victoire de son mentor Foch de 1918 ? Est-il persuadé que lui seul peut accomplir un éventuel redressement militaire comme Joffre en 1914 ? Mais les faits du printemps 1940 ne sont pas ceux de l'été 1914. Les réserves n'existent plus désormais, et l'échec est là, immense.

Ainsi Maxime Weygand joue-t-il un rôle fondamental à deux reprises. En 1918 et 1919, lorsqu'il reprend à son compte certaines analyses géostratégiques de Foch – sévèrement remis en place par Clemenceau qui n'apprécie guère que des militaires avancent des analyses politiques –, et en 1940 lorsqu'il comprend que la guerre ne peut plus être menée que dans le cas, bien improbable sur le moment, d'une intervention des États-Unis. À tort ou à raison, il considère alors que son devoir de militaire consiste à obtenir un armistice qui préserve l'avenir de l'armée française et lui permette de maintenir l'ordre. Il n'est pas le seul à penser ainsi à la fin du mois de juin 1940.

La vie de Maxime Weygand ne s'arrête nullement en 1940, et sa longévité exceptionnelle lui donne encore l'occasion d'intervenir publiquement et souvent de manière spectaculaire. Sa détestation de Charles de Gaulle, qu'il a fait rétrograder colonel après son départ pour Londres, va s'exprimer à de nombreuses reprises, aussi bien lors de la publication des *Mémoires de guerre* que, plus encore, dans la crise algérienne. Mais désormais, son image de marque est fixée, surtout par ses ennemis, faisant de lui un factieux ayant voulu faire chuter la République. Charles de Gaulle, peu enclin au pardon, n'est pas en reste, qui refuse à Maxime Weygand une messe aux Invalides au moment de son décès, faisant ainsi preuve, selon les mots d'Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde*, d'un « geste sans grandeur ».

Max Schiavon convoque un ensemble de sources documentaires qui permettent de nuancer les jugements défavorables des adversaires de Weygand tout au long de sa vie, dans la Grande Guerre, bien sûr, mais aussi par rapport au rôle que celui-ci joue dans les journées tragiques de juin 1940, où il suit jour par jour ses réactions. Homme

PRÉFACE

de convictions et d'exigence, peu disposé au compromis, Maxime Weygand ne laisse pas indifférent. La biographie qu'en donne Max Schiavon permet ainsi d'en savoir plus sur le personnage et ses ressorts intellectuels et moraux.

François COCHET

Professeur émérite de l'université de Lorraine-Metz,
membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire

Introduction

Le 8 mai 1945, jour de la capitulation du III^e Reich, le général Weygand, déporté en Allemagne depuis novembre 1942 et qui vient d'être libéré par les Américains, rentre en France. Arrivé à Paris, il est aussitôt placé en état d'arrestation et conduit au dépôt du Palais de Justice.

Weygand... Ce nom parle peu à la jeune génération, tandis que les plus anciens ne peuvent l'oublier. Né à Bruxelles en 1867 de père et de mère inconnus, sans doute illustres, Maxime de Nimal – car il ne s'appelle pas encore Weygand – décide très jeune de devenir officier. Après avoir suivi les cours de Saint-Cyr et de l'école de Saumur, il devient un cavalier de renom. Général en 1916, major général des armées alliées en 1918, chef de l'armée de 1931 à 1935, il est nommé généralissime en mai 1940, puis ministre de la Défense nationale, enfin représentant du gouvernement français en Afrique du Nord. Il s'éteint presque centenaire en 1965.

Ce très court résumé ne permet évidemment pas de présenter la richesse de son parcours. Car cet homme qui a porté les étoiles de général pendant presque cinquante ans a été un acteur majeur de l'histoire politico-militaire de la France. Citons quelques faits marquants.

Placé par Joffre aux côtés du général Foch, il forme rapidement avec ce dernier un binôme fusionnel comme on en rencontre peu souvent dans l'Histoire, et d'une rare efficacité. S'il joue un rôle majeur durant toute la Grande Guerre, c'est lui qui conçoit et rédige l'ordre de déclenchement de la contre-offensive d'août 1918 qui aboutit à la défaite allemande.

À l'est de l'Europe, les années d'après-guerre demeurent troublées. Au printemps 1920, le maréchal Piłsudski pénètre en Ukraine à la tête des armées polonaises, mais l'Armée rouge contre-attaque victorieusement et parvient devant Varsovie. Les Alliés prennent peur et jugent nécessaire d'envoyer sur place un général de haut rang pour tenter de redresser la situation. Weygand est choisi et parvient, non sans mal, à imposer ses vues à un commandement polonais particulièrement fier et susceptible. L'Armée rouge est repoussée.

Chef de l'armée de 1931 à 1935, à l'opposé de l'image trop souvent colportée d'un commandement frileux, il innove et lance des réformes tous azimuts qui vont dans le bon sens, comme la motorisation ou la création de la première division blindée au monde. Si les dirigeants politiques avaient suivi ses recommandations, l'armée française aurait été bien plus puissante et mieux organisée, en mesure d'affronter les périls internationaux.

En mai 1940, Weygand remplace en pleine bataille le général Gamelin limogé. Il redonne confiance à l'armée, mais la disproportion des forces est désormais telle qu'il ne peut arrêter l'ennemi. Le 12 juin, après que le front a été percé en plusieurs endroits, il donne l'ordre général de retraite et somme le gouvernement de prendre ses responsabilités en demandant un armistice, fait qui lui sera beaucoup reproché.

Ces dossiers ne sont que quelques exemples, car Weygand a beaucoup entrepris et beaucoup réalisé durant sa vie. Le lecteur de cette biographie en sera certainement surpris.

Jacques Nobécourt, journaliste du *Monde*, constatait que « Weygand irrite, provoque, enflamme. Il n'appelle pas les sentiments mitigés¹ ». Le grand économiste Jacques Rueff, qui l'a bien connu, soulignait quant à lui que « la personnalité du général Weygand était trop forte, sa liberté d'expression trop absolue pour qu'elles n'eussent pas souvent suscité la contradiction et même l'hostilité² ». C'est parfaitement exact. La plupart des gens ayant des opinions de gauche, les gaullistes et les fidèles de Paul Reynaud – cela fait beaucoup – demeurent extrêmement remontés contre lui et peignent l'homme entièrement en noir, ne lui accordant ni circonstances atténuantes ni indulgence. Les reproches qui lui sont adressés, justifiés ou non, tout comme les

procès d'intention qui le visent, sont légion. Citons-en un florilège... Il a pris plaisir à arrêter l'Armée rouge en 1920. Pour d'autres, ce n'est pas du tout lui qui a conçu le plan de contre-attaque polonais mais, selon les versions, soit le général français Gaston Billotte soit le maréchal Piłsudski. Weygand s'est montré financièrement intéressé en intégrant la Compagnie du canal de Suez. Il s'est exprimé avant 1939 pour dire que l'armée devait conserver des chevaux. Il n'a en rien modernisé l'armée française lorsqu'il en a été le chef. Il s'est montré trop optimiste dans un discours à Lille, prononcé à l'été 1939, exprimant sa confiance dans la valeur de l'armée française. Il n'aurait pas écrit lui-même certains de ses livres, mais utilisé des « nègres ». Mais c'est surtout son action en 1940 qui suscite les principales attaques. Il a voulu bombarder les sites pétroliers de Bakou en URSS par haine des soviets. En mai 1940, il a hésité à quitter Beyrouth car il y avait une maîtresse. Lors de sa prise de commandement le 20 mai 1940, il a annulé les ordres de son prédécesseur et ainsi perdu un temps précieux. Défaitiste, il a pourtant refusé de capituler et fait pression sur le gouvernement pour que soit signé un armistice. Conservateur, voire réactionnaire, il a comploté et voulu renverser la République. Il a annoncé que l'Angleterre serait battue. En Afrique du Nord en 1940-1941, son action s'est révélée néfaste ; il n'a pas tenté de résister ni de camoufler d'armement, etc. On l'a même accusé d'avoir, au début des années 1930, nommé sciemment en Allemagne des attachés militaires ne parlant pas la langue du pays afin qu'ils ne se rendent pas compte de la réalité ! Au contraire, la droite classique et ultraconservatrice en a souvent fait son champion, se l'appropriant et ne lui trouvant que des qualités. Où se trouve la vérité ?

Pour la découvrir nous disposons d'une bibliographie abondante. En premier lieu ses *Mémoires*, dont même ses opposants reconnaissent la justesse et la pondération. Son parcours a aussi été déjà étudié par plusieurs biographes dont les travaux sont tous de qualité. Guy Raïssac, magistrat qui à la Libération dut instruire le dossier Weygand, publia en 1963 *Un soldat dans la tourmente*, retraçant avec précision le parcours du général. Son fils Jacques a livré en 1970 un *Weygand mon père* dans lequel, si la piété filiale apparaît nettement, il amène nombre d'informations nouvelles. Bernard Destremau, ancien ambas-

sadeur, a quant à lui, avec davantage de recul, produit en 1989 une biographie de référence, fouillée, qui s'appuie sur la documentation disponible à l'époque. Enfin, des auteurs anglo-saxons, au travers de livres moins denses, se sont aussi intéressés à la vie du général, comme Philip Bankwitz en 1967, Barnett Singer en 2008 ou plus récemment Anthony Clayton en 2015. Tous ces universitaires étrangers ont en commun de dresser un portrait plutôt flatteur de Weygand, s'étonnant même de l'hostilité dont il fait l'objet dans son propre pays. Signalons qu'en plus de ces biographies, nombre d'ouvrages parus ces trente dernières années apportent des témoignages précieux sur la vie et l'action du général Weygand. Nous les avons utilisés autant que de besoin. Quant aux archives publiques, à l'exception de celles concernant la justice, elles sont désormais totalement ouvertes³ et nous ont livré beaucoup de secrets.

Pourtant, ce sont surtout des archives privées restées dans les familles qui m'ont le plus permis d'avancer dans mes investigations. Le général a remis de son vivant treize cartons d'archives au Service historique de la Défense. À sa mort, sa famille en a remis treize autres mais conserve encore des milliers de pièces que j'ai pu consulter, notamment tous ses discours, ses notes personnelles, les courriers adressés à de hautes personnalités, ainsi que la correspondance échangée avec son épouse durant les quinze années où ils furent séparés pour cause de manœuvres, de mission ou de guerre.

Parmi tous ces documents, signalons notamment les cahiers personnels que le général a tenus tout au long de sa carrière. Ils sont très riches en informations, mais malheureusement difficiles à déchiffrer (il faut compter cinq minutes pour « décrypter » une seule page). Si Frédéric Guelton a exploité ceux allant de 1929 à 1935, j'ai consulté ceux ayant trait aux autres périodes. En outre, Weygand a rédigé un carnet de notes spécifique pour la période 1939-1940, qui apporte des compléments inédits particulièrement bienvenus. D'autres fonds privés m'ont permis d'approfondir mon enquête, citons en particulier ceux des généraux Colson, Corap, Gamelin, Georges, Héring, Laure, Lestien et Voruz.

Tous ces nouveaux éléments permettent, en se basant sur les faits, de raconter sa vie, de présenter les faits dans le contexte de l'époque,

INTRODUCTION

d'expliquer, d'analyser, parfois de s'interroger sur les raisons de ses choix, en tout cas d'arbitrer les débats en rétablissant sur de nombreux points la vérité historique – à tout le moins, de se forger un jugement moins manichéen sur ce personnage majeur de la première moitié du ^{xx}e siècle.

CHAPITRE 1

Un cavalier d'avenir

JEUNESSE SOLITAIRE

Le 23 janvier 1867, Louis Laussedat, âgé de cinquante-sept ans, médecin accoucheur de nationalité française, déclare à la mairie de Bruxelles la naissance, le 21 janvier à huit heures du matin, 59 boulevard de Waterloo, d'un enfant de sexe masculin qui portera le prénom de Maxime, fils de père et de mère dont les noms sont ignorés du déclarant. Les témoins, Pierre Fannoy et Simon Depré, tous deux simples commissionnaires, « ont déclaré ne savoir signer étant illettrés¹ ».

D'emblée plusieurs questions se posent. D'abord, la loi belge précise qu'en cas de refus d'indiquer le nom de la mère, l'officier de l'état civil ne peut dresser l'acte de naissance et doit signaler le fait au procureur du roi.

« L'infraction commise en ce qui concerne Maxime est exceptionnelle et ne se retrouve dans aucune autre déclaration de naissance enregistrée à Bruxelles². »

On peut donc raisonnablement en conclure que des ordres ont été donnés en haut lieu pour que soit délivré l'acte de naissance³. Ensuite, l'adresse indiquée comme lieu de naissance, 59 boulevard de Waterloo, est de toute évidence fausse. Sur place, on découvre une boutique au rez-de-chaussée, un couple au premier étage, les époux Anatole de Clarens, puis un appartement vide au deuxième étage. En

outre, une vague de froid intense frappe la Belgique en ce mois de janvier 1867. Le 23, il fait – 12 °C à Bruxelles. Or, Laussedat habite 19 rue des Comédiens, à l'autre bout de la ville. Si l'enfant était issu d'un milieu modeste et réellement né boulevard de Waterloo, un médecin accoucheur du voisinage aurait certainement été appelé, d'autant plus que le docteur Breyer exerce juste à côté. Au demeurant, la personnalité et le parcours de Laussedat interpellent. Ancien député de l'Allier à l'Assemblée constituante élue en 1848, il s'est volontairement exilé en Belgique après le coup d'État de 1851. Bon praticien, ce républicain convaincu est devenu, selon certains, médecin de la famille royale. Pour d'autres, ce semi-proscrit rend divers services à des notables. Quoi qu'il en soit, c'est une « personnalité éminente et hautement appréciée du monde bruxellois⁴ », régulièrement en contact avec la Cour. Quelques mois après la naissance de Maxime, il sera élu à l'Académie de médecine. D'aucuns y voient une récompense au service rendu à une personnalité restée dans l'ombre. En troisième lieu, l'enfant n'est pas présenté en mairie, les deux témoins illettrés ayant sans doute accepté de jouer les hommes de paille moyennant quelques pièces.

Signalons tout de suite que nous n'apportons dans cette biographie aucune révélation sensationnelle permettant de déterminer avec exactitude qui sont les parents de Maxime, les pistes ayant été brouillées de main de maître. La dissimulation fut tellement habile qu'encore aujourd'hui aucune enquête approfondie n'a permis de résoudre l'énigme avec certitude. Cependant, comme il est impossible de faire l'impasse sur cette question, nous ferons le point en nous basant sur des faits avérés et quelques suppositions vraisemblables.

La volonté d'être soldat

On en sait très peu sur la prime jeunesse de Maxime. Il n'est pas confié à l'assistance publique, ni baptisé, ce qui est plus surprenant. Aucun document médical ou autre n'est disponible, qui permettrait de confirmer sa date de naissance. Y a-t-il eu volonté de dissimuler ces renseignements qui infirmeraient sa date officielle de venue au

monde ? Comme tout a été fait dans ce dossier pour cacher la vérité, il est probable que la date du 21 janvier soit aussi une mystification.

Jusqu'à ses six ans, Maxime est élevé – semble-t-il – à Bruxelles les premières années, puis à Marseille, et enfin à Cannes par une gouvernante, Mme Saget, qu'il appelle maman. Le futur général dira d'elle plus tard qu'elle était rude et d'esprit étroit. Pour la première fois, on trouve sa trace en 1873 au collège des maristes, surnommé « le petit Stanislas », de Cannes. C'est Maurice Rouvier (1842-1911), député des Bouches-du-Rhône, qui lui a fait obtenir une place dans cet établissement au recrutement sélectif. Maxime le connaît et l'appelle « mon cher bienfaiteur ». À ses camarades, il dit s'appeler Maxime Saget. Selon un de ses condisciples, M. de Bévotte, devenu inspecteur général de l'Instruction publique, Maxime est conduit au collège par un domestique, et le soir, Mme Saget vient le chercher en tilbury, ce qui dénote une certaine aisance. Puis, « dans des circonstances mal déterminées, il devient le pupille d'un négociant, M. David Cohen⁵ », de nationalité espagnole, qui a habité Bruxelles jusqu'en 1866, vit depuis cette date à Marseille et traite de nombreuses affaires d'import-export (laines et peaux), notamment avec l'Afrique et la Belgique. Sa compagne, Thérèse Denimal, qu'il épousera plus tard⁶, est la fille d'un fleuriste de Saint-Josse-ten-Noode (commune faisant aujourd'hui partie de la région de Bruxelles), qui livre le palais royal belge. Remarquons cependant qu'aucun acte légal n'entérine ce tutorat. Quelqu'un décide dans l'ombre, et il est vraisemblable que ce soit Maurice Rouvier, parlementaire mais aussi homme d'affaires qui commerce avec Cohen. À l'occasion, ce dernier dit à son pupille qu'il s'appelle Maxime Denimal, qui devient vite Maxime de Nimal, sans doute par coquetterie mais aussi parce que Maxime se croit noble ; il portera ce nom jusqu'en 1888. Vraisemblablement début 1874, il quitte la Provence pour Asnières en région parisienne et devient pensionnaire dans l'institution Durand. Quelquefois, le week-end, il voit « tante Thérèse » – c'est ainsi qu'il appelle Thérèse Denimal, qui réside alternativement dans la capitale ou à Marseille. Puis, il intègre précocement le lycée-collège de Vanves (futur lycée Michelet). Dans cet excellent établissement, surnommé « le petit Louis-le-Grand », où il reste six ans, il acquiert la passion de lire et de s'instruire

tout comme la fermeté de caractère. L'aumônier du lycée, l'abbé de Bonfils, repère ce jeune élève doué et le guide spirituellement, mais aussi le tempère, car le jeune Maxime est parfois d'une vivacité surprenante, confinant à la colère.

Si ses résultats scolaires ne posent aucun problème, il s'interroge en secret sur qui il est et qui sont ses parents. Il ne peut dire ni papa ni maman, n'a pas de vrai foyer, et c'est un enfant naturel. Pour ne rien arranger, il subit les sarcasmes de ses condisciples qui ne manquent pas de le lui rappeler, et on sait combien les enfants entre eux peuvent être féroces. Sans famille, ne connaissant à Paris que tante Thérèse, il n'a la plupart du temps personne à aller voir le dimanche lors des sorties autorisées. Il reçoit bien deux francs d'argent de poche par mois, mais c'est peu, même pour l'époque. Il passe les grandes vacances à Marseille, où il retrouve avec plaisir le fils de son tuteur, ou bien il part en Bretagne. Dans ce cas, il voyage seul en train et prend pension dans un hôtel de Perros-Guirec. C'est très surprenant pour un jeune adolescent non accompagné. Pendant quinze jours ou trois semaines, il parcourt à pied la région, rencontre des douaniers, des marins... Un garde-côte le prend en amitié et l'amène sur son bateau. Cette solitude dont il souffre, cette enfance sans joie mûrissent très tôt son caractère et forgent une personnalité endurcie, autonome, fière. Deux avant sa mort, il écrira à ses enfants :

« J'ignore si vous vous rendez compte de la somme de souffrances, de désespoir dont j'ai cruellement pâti au cours de la partie de mon existence dont je n'étais pas responsable... ni père, ni mère⁷. »

Le 27 mai 1877, il est baptisé en l'église Saint-Rémy de Vanves dont dépend le lycée. Il l'a voulu ainsi – à l'âge de dix ans – après avoir découvert la religion. À douze ans, il entre en quatrième à Louis-le-Grand. Les bâtiments sont peu chauffés, comme à Vanves, et les conditions de vie y sont spartiates. Comme ses camarades internes, il peut sortir dans la capitale le jeudi après-midi mais à condition d'être encadré par un surveillant ou accompagné d'un autre élève. Il se classe parmi les meilleurs, excelle en lettres, à tel point qu'il représente son établissement au concours général. Comment ce jeune adolescent

voit-il son avenir ? Particulièrement précoce dans ses réflexions, il n'aspire pas à l'aisance matérielle mais à intégrer une institution où la discipline est librement consentie, à savoir l'armée. Il écrit en tête de ses *Mémoires* :

« Si loin que je remonte dans mes souvenirs, je n'y trouve pas la trace d'un autre désir que celui d'être soldat, de servir sous l'uniforme. [...] Servir toute ma vie dans les rangs de l'armée, être de ceux qui contribueraient à ramener la Victoire sous nos drapeaux, si la France faisait appel à nous, tel est l'idéal dans lequel j'ai vécu les années de mon enfance et de mon adolescence⁸. »

À titre personnel, la religion catholique qu'il a embrassée volontairement lui apportera la vie spirituelle dont il a besoin. Comme il en parle autour de lui, qu'il hésite entre la marine et l'armée de terre, ses proches lui font observer que son caractère entier et solitaire est peu compatible avec ce que recherche la marine. Sans regret, il s'oriente vers Saint-Cyr. S'il parvient parfois à se tempérer, la vivacité de ses répliques font rapidement sa réputation. Ainsi, à Louis-le-Grand, un professeur souhaite l'orienter vers l'enseignement, selon lui la seule profession qui vaille pour un homme doué comme lui. Maxime lui indique sans ambiguïté que cela ne l'intéresse pas du tout et sur l'insistance du maître précise qu'il veut être officier et pour cela intégrer Saint-Cyr. Le professeur lâche le mot de trop : « Quoi, votre ambition est d'être un petit croûton d'officier ? » Maxime, qui défend déjà l'institution à laquelle il n'appartient pas encore, réplique avec insolence : « J'aime mieux être un petit croûton d'officier qu'un gros croûton de professeur. » On se doute du résultat : Maxime est conduit au cachot situé alors dans le grenier de l'établissement, où il reste plusieurs jours, refusant d'exprimer le moindre regret. Cette réplique assurément impertinente en annonce beaucoup d'autres qui lui vaudront de solides inimitiés. En 1883, un « gros chahut » est organisé par les internes. Maxime est chargé de défendre un « dortoir insurgé » ; il y parvient tellement bien que la direction de l'établissement a beaucoup de difficulté à reprendre en main la situation. C'en est trop, le recteur décide que le dénommé Maxime, de nationalité

belge, est exclu de tous les lycées de la région parisienne, mais malgré tout autorisé à terminer son année scolaire dans un lycée « de troisième classe » en province⁹.

« C'est grâce au baron Beyens, ministre du roi Léopold II auprès de la République française et son confident pour les affaires intimes, qu'il doit de ne pas être expulsé du territoire¹⁰. »

Le fait est confirmé par son fils, le baron Eugène Napoléon Beyens, qui expliquera plus tard que son père Eugène, ambassadeur de Belgique à Paris de 1864 à 1894, était spécialement chargé par le roi Léopold II de protéger Maxime.

David Cohen choisit de l'inscrire au lycée de Toulon, certainement parce qu'il pourra le voir plus souvent et mieux le contrôler. Maxime regrette quelque peu le niveau de l'enseignement de Louis-le-Grand, nettement supérieur à celui de Toulon. Finalement, il passe la première partie de son baccalauréat à Aix-en-Provence en juillet 1883. Il décide de préparer seul, à Marseille, la deuxième partie, qu'il obtient haut la main en 1884. Le ministère de l'Instruction publique ayant levé la sanction dont il faisait l'objet, il peut désormais réintégrer un établissement parisien pour préparer le concours d'entrée à l'École spéciale militaire, nom officiel de Saint-Cyr, à l'exception toutefois de Louis-le-Grand. En octobre 1884, parce que ses résultats scolaires ont toujours été excellents, il intègre la classe préparatoire à Saint-Cyr du prestigieux lycée Henri IV à Paris. Point important, il aurait pu entrer à l'ESM sur titre en tant qu'étranger, par exemple avec un appui de la légation de Belgique comme c'était d'usage, mais il désire passer le concours pour réserver l'avenir et ainsi servir plus tard dans l'armée française. Dans une lettre au ministre de la Guerre d'avril 1885, il explique d'ailleurs qu'il demandera la naturalisation française dès que ce sera possible à sa majorité de vingt et un ans¹¹.

Les élèves de Saint-Cyr sont boursiers ou doivent payer leur scolarité si la fortune de leurs parents le permet. Une fois de plus, Maxime se trouve dans une situation singulière. Cohen s'engage à payer la pension et les frais de l'école mais pour cela doit devenir légalement et non plus officieusement son tuteur. Un conseil de famille est réuni,

comprenant en principe les représentants des lignées paternelle et maternelle, pour désigner le tuteur. Il se compose en fait des employés de Cohen, dont un certain François-Joseph Weygan (mal orthographié sur les actes officiels puisqu'il manque le *d* final), et propose que David Cohen soit officiellement désigné tuteur. Le juge de paix du 2^e canton de Marseille, Justin Eyssautier, entérine la proposition.

La demande de Maxime, avec toutes les pièces afférentes, est remise en main propre par Maurice Rouvier au général Campenon, ministre de la Guerre. Pour avoir fait partie du même gouvernement, les deux hommes se connaissent bien et s'apprécient¹². Dès le 20 mai 1885, la 1^{re} direction répond qu'il existe un précédent en 1881, mais que le jeune de Nimal ne pourra être admis à passer le concours qu'en 1888, année où il atteindra la majorité légale de vingt et un ans. Toutefois, une solution existe si le ministre prend une mesure d'exception :

« De Nimal subirait les épreuves écrites et orales avec les candidats français ; en cas de succès, son nom ne paraîtrait sur aucune liste officielle. Il entrerait à l'École à titre étranger, et à sa sortie serait nommé sous-lieutenant dans un régiment étranger. Dès qu'il aurait atteint sa majorité (janvier 1888), il se ferait naturaliser et pourrait ensuite passer dans un régiment français à titre de récompense¹³. »

Campenon demande oralement à Rouvier si cette solution lui convient avant de lui répondre officiellement. Rouvier donne son accord. Le 27 mai 1885, Maxime, élève au lycée Henri IV, est informé qu'il peut passer le même concours que ses camarades français.

Les épreuves écrites se déroulent le 11 juin. Le 18 juillet, une lettre du ministre informe Maxime qu'il est admissible (les autres candidats ne sont pas informés nominativement mais doivent consulter des listes affichées). Les épreuves orales se déroulent au lycée Saint-Louis le 12 août. Entre le 18 et le 20 octobre 1885, une lettre parvient au 24 avenue de Wagram, adresse parisienne de David Cohen, informant Maxime qu'il est admis à l'ESM au titre du concours 1885 avec le numéro 58 *bis* (*bis* car étranger) sur 407 reçus. Il devra rejoindre Saint-Cyr le samedi 31 octobre.

UN OFFICIER PROMETTEUR

Saint-Cyr puis Saumur à titre étranger

À l'École spéciale militaire, les élèves-officiers reçoivent essentiellement une formation de chef de section d'infanterie. En fin de première année, certains, selon leur classement, peuvent choisir la cavalerie. Les officiers de l'artillerie et du génie reçoivent quant à eux leur formation de base à l'École polytechnique. Saint-Cyr est donc une école où l'on forge d'abord de bons lieutenants, capables d'encadrer les jeunes Français désormais soumis au service militaire dit « universel ». Encore sous le coup de la défaite de 1870-1871, l'armée bénéficie d'un soutien général de l'opinion et plus encore du personnel politique, ce qui ne veut pas dire que la confiance entre ces deux mondes soit totale, loin de là. Même si le contentieux n'est pas réglé, le désir d'en découdre à nouveau avec l'Allemagne s'estompe peu à peu dans le pays – mais pas à l'École spéciale militaire. La participation aux conquêtes coloniales fait aussi de nombreux adeptes parmi les élèves-officiers.

Maxime se sait doué et veut montrer de quoi il est capable, aussi travaille-t-il avec méthode et la volonté d'arriver. Classé troisième de sa promotion au printemps 1886, il est nommé 1^{re} classe le 20 avril 1886. Il n'a pas eu l'occasion de beaucoup monter à cheval avant son arrivée à Saint-Cyr et, comme ses camarades, a suivi en première année les cours d'équitation de base dont l'objectif est de donner à tous des rudiments pour se déplacer à cheval, mais pas forcément pour combattre. Or, Maxime se découvre rapidement une vraie passion pour le « zèbre » (surnom du cheval dans l'argot de Saint-Cyr) et attend avec impatience les reprises d'équitation. En outre, ses discussions avec les cavaliers de l'encadrement lui confirment que cette arme, où l'audace, la vitesse, la fougue, les traditions et la distinction sont mises à l'honneur, correspond à ses aspirations.

Au printemps 1886, son classement, seizième, lui permet de choisir la cavalerie, prisée par les bons élèves¹⁴. Promu brigadier le 20 août puis maréchal des logis le 27 novembre, il suit désormais avec tous les

futurs officiers de la cavalerie les cours de « l'escadron », nom donné à la section de cavalerie de l'ESM depuis 1874. En plus des cours théoriques, quatre reprises d'équitation rythment la semaine. Malgré la présence de trois manèges, il y a tellement de cours d'équitation à dispenser que certains ont lieu de nuit, les terrains d'exercices étant éclairés au gaz ! Les élèves-officiers apprennent aussi à tirer au canon, à Saint-Cyr puis à Fontainebleau pour les tirs à grande distance. C'est l'époque où l'enseignement devient de plus en plus pratique, où les élèves sont amenés aussi souvent que possible sur le terrain. Si la discipline est stricte, la participation active des élèves est désormais recherchée. Le général Boulanger, ministre de la Guerre depuis janvier 1886, vient inspecter l'école et, plutôt que de parler de leurs devoirs aux futurs officiers, aborde beaucoup d'autres sujets. Il termine avec un trémolo dans la voix : « Ouvrez, jeunes gens, ouvrez largement vos esprits aux idées nouvelles. » Maxime commente défavorablement la prestation : « Nous venions de faire connaissance avec un général politicien¹⁵. »

Les futurs officiers doivent choisir un nom pour leur promotion. Or, depuis 1884, il ne se passe pas une semaine sans que « les affaires de Chine et du Tonkin » fassent parler d'elles. Après la retraite de Lang-Son qui a coûté son poste à Jules Ferry, puis la vigoureuse réaction française, la Chine signe le traité de Tianjin (ou Tientsin) qui reconnaît à la France le protectorat sur le Tonkin et sur l'Annam. En souvenir, la 70^e promotion de l'ESM décide de prendre le nom « De l'Annam ». Maxime sort finalement vingtième, en fait vingtième *bis* devant 395 de ses camarades. À noter que, toujours vif dans ses reparties, il est parvenu à se contrôler et n'a encouru aucune punition durant ses deux années à l'ESM, alors que l'encadrement avait la main lourde pour des motifs parfois futiles. Surtout, sa vocation s'est affermie. Plus tard il écrira : « Dès le début, j'ai senti que la vie militaire serait vraiment ma vie¹⁶. »

Il lui faut maintenant obtenir l'autorisation de poursuivre ses études à l'École d'application de la cavalerie à Saumur. Début juin 1887, il écrit une lettre au ministre de la Guerre. Compte tenu de la formulation, on est en droit de penser qu'elle a été rédigée par Rouvier et recopiée par Maxime¹⁷. Quoi qu'il en soit, le général Ferron, ministre

de la Guerre (dans le gouvernement Rouvier), écrit sur la première page : « Faire le nécessaire pour ce jeune homme. » Le 2 juillet 1887, Maxime reçoit notification qu'il pourra suivre les cours de l'École de cavalerie mais « continuera à porter la tenue des élèves de l'École spéciale militaire ». Le cas est unique. Cependant, pour éviter de trop se singulariser, Maxime demande à revêtir la tenue d'officier français sans les galons auxquels il n'a pas droit. Cela lui est accordé après des échanges entre bureaux du ministère.

Le 31 août 1887, Maxime entre à Saumur, sans le galon de sous-lieutenant. Durant une année, il va poursuivre son instruction afin d'être en mesure de commander un peloton dans un régiment de cavalerie¹⁸. Il passe du statut d'élève-officier à celui d'officier-élève, c'est-à-dire qu'il est logé à l'école mais en chambre individuelle, peut sortir le soir jusqu'à onze heures, et n'est plus considéré comme un exécutant mais comme un cadre.

Maxime découvre la vie brillante d'une garnison provinciale, où les cavaliers ont la réputation justifiée de pratiquer les bonnes manières, d'aimer la compétition, les traditions et le panache. Le cheval est au centre de tout. L'encadrement est très exigeant pour tout ce qui touche au métier, mais s'adresse à des officiers responsables. À cette époque, les objectifs de la cavalerie sont : « la reconnaissance du champ de bataille et la prise du contact des colonnes ; la recherche et la désorganisation de l'artillerie ; la surveillance et la protection des ailes ; la participation à l'attaque décisive ; l'exploitation de la victoire ou la protection de la retraite¹⁹ ». Maxime trouve dans le dressage une bonne façon de tempérer son caractère. Il ne brutalise jamais une bête mais obtient avec patience ce qu'il veut. Il aime le cheval mais, contrairement à certains de ses camarades, ce n'est pas pour lui une fin en soi, seulement un moyen de combattre. Aussi travaille-t-il à fond des cours de tactique dont il trouve certains aspects dépassés ; mais pour le moment, il garde cela pour lui.

Maxime de Nimal devient Maxime Weygand

De toutes ses forces depuis Saint-Cyr, il veut servir dans l'armée française où il trouve son idéal²⁰. S'il demeure belge, il ne pourra

être affecté que dans la Légion étrangère et pour une durée aléatoire, sans doute de quelques années seulement. Il persiste donc à vouloir devenir français. Le 21 janvier 1888, le jour de son vingt et unième anniversaire, il écrit au garde des Sceaux pour demander sa naturalisation ; son courrier est accompagné d'une lettre de recommandation de Maurice Rouvier²¹ qui a aussi écrit directement au directeur des services de naturalisation. Le traitement du dossier suit son cours mais l'administration reprend vite ses droits : il faut que le « pétitionnaire » ait obtenu « l'admission à domicile en France ». Qu'à cela ne tienne, le préfet de Police de Paris enregistre la demande et fait procéder à une enquête ultrarapide et en tous points positive. Le 16 mai, Maxime est déclaré « admis à domicile en France ». Cependant, plusieurs problèmes demeurent non résolus. La loi prévoit un délai de trois ans pour que la naturalisation soit prononcée, ce qui ne manquerait pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur la carrière du « pétitionnaire ». Se pose aussi la question de son nom : Maxime voudrait s'appeler officiellement Maxime de Nimal. Or, les actes officiels ne mentionnent que le « sieur Maxime ». En outre, l'administration ne peut autoriser un individu qui n'est pas français à changer de nom ! Le 2 juillet 1888, deux mois avant la fin de l'année d'application à Saumur, Rouvier écrit à Freycinet, ministre de la Guerre depuis avril. Il a déjà abordé oralement avec lui le cas « Maxime de Nimal » et demande à nouveau une mesure exceptionnelle. Comme ce dernier est en instance de naturalisation et afin de ne pas pénaliser sa carrière future, pourrait-il lui donner un emploi dans un régiment correspondant à son grade ? La direction de la cavalerie est d'accord pour le nommer sous-lieutenant dans un des deux régiments montés de la Légion étrangère en garnison en Afrique du Nord. Rouvier entérine et propose même Sidi bel Abbès. Le dossier n'est pourtant pas clos. Une nouvelle idée germe début octobre 1888 dans l'esprit de Rouvier – et sans doute dans celui de David Cohen – qui va permettre d'accélérer le mouvement. Si un Français venait à reconnaître Maxime comme étant son fils naturel, celui-ci deviendrait immédiatement français, et même rétroactivement depuis sa naissance, ce qui faciliterait certainement sa carrière comparé à un naturalisé de fraîche date. Par une lettre du 12 octobre,

le garde des Sceaux confirme à Rouvier que ce serait la meilleure solution. « Les choses vont dès lors se dérouler avec une rapidité ahurissante²² », surtout pour l'époque.

Fin octobre, François-Joseph Weygand²³, fondé de pouvoir et comptable de David Cohen, accepte devant notaire et moyennant la somme de 20 000 francs (environ 65 000 euros de 2018) que lui verse Cohen de reconnaître comme son fils Maxime de Nimal qui prend ainsi son patronyme définitif, Maxime Weygand. Après d'ultimes formalités administratives orchestrées par Maurice Rouvier, un décret du 3 décembre 1888 accorde la nationalité française à Maxime Weygand. Dernière anomalie dans ce dossier qui en compte beaucoup, Maxime a été nommé au 4^e régiment de dragons le 18 octobre 1888, donc avant d'avoir été reconnu par François-Joseph Weygand et être devenu français.

Qui pouvaient être ses parents ?

Repartons des faits. La naissance de Maxime de père et de mère inconnus a été déclarée à Bruxelles le 21 janvier 1867²⁴, et il a nécessairement fallu un appui en très haut lieu pour que la loi soit transgressée. Durant toute sa jeunesse et son adolescence, il n'a manqué de rien, matériellement parlant, ce qui lui a permis de suivre sa scolarité dans des établissements prestigieux. Il a été placé chez un tuteur officiel à Marseille, homme d'affaires, et a bénéficié des interventions répétées de Maurice Rouvier. Le docteur Laussedat a déclaré que son prénom était Maxime, très rarement donné à l'époque, tant en France qu'en Belgique. Enfin, dans une lettre adressée au ministre de la Guerre en avril 1885 – qui lui a été dictée –, Maxime précise qu'il veut opter pour la carrière des armes, « qui était celle de son père²⁵ ».

Tous les éléments découverts par ceux qui se sont penchés sur les origines de Weygand convergent vers la cour de Belgique et mènent ensuite à l'expédition du Mexique, à Maximilien et Charlotte, ainsi qu'à leurs entourages respectifs²⁶. Les descendants de Maurice Rouvier ont confirmé que c'est bien Léopold II, roi des Belges de 1865 à 1909, qui aurait chargé le ministre français, avec qui il entretenait d'excellentes relations, de veiller sur Maxime. Dominique Paoli a